

**GRENOBLOISE D'ELECTRONIQUE ET D'AUTOMATISMES**  
**« G. E. A. »**

Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance  
Au capital de 2 400 000 euros  
Siège social : Meylan (38240) Chemin Malacher

071 501 803 RCS GRENOBLE

---

**ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE**  
**EN DATE DU 27 MARS 2019**

**PROCES-VERBAL**

L'an deux mille dix-neuf,  
Et le vingt-sept mars, à onze heures trente,

Les actionnaires de la société « GEA » (ci-après dénommée, la « Société ») se sont réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle au siège social, sur convocation faite par le Directoire.

Un avis de réunion a été inséré dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, numéro 1900279 du 18 février 2019, ayant fait l'objet d'un additif dans le numéro 1900338 en date du 22 février 2019, et ayant fait l'objet d'un rectificatif dans le numéro 1900407 du 1<sup>er</sup> mars 2019.

Un avis de convocation a, en outre, été inséré le 15 février 2019 dans "Les Affiches de Grenoble et du Dauphiné", ayant fait l'objet d'un rectificatif le 1<sup>er</sup> mars 2019.

Les actionnaires titulaires de titres nominatifs ont, par ailleurs, été convoqués par lettres adressées sous pli ordinaire.

Il a été établi une feuille de présence qui a été émargée par chaque membre de l'Assemblée en entrant en séance, tant en son nom personnel que comme mandataire.

Monsieur Serge ZASLAVOGLU préside la séance en sa qualité de Président du Conseil de Surveillance.

Monsieur Grigori ZASLAVOGLU et la société EXIMIUM, représentée par Monsieur Erik BLACHE, les deux actionnaires, présents et acceptant, représentant tant par eux-mêmes que comme mandataires le plus grand nombre de voix, sont appelés comme scrutateurs.

Monsieur Pierre GUILLERAND est choisi comme secrétaire.

Monsieur Thierry CHAUTANT, représentant la société GRANT THORNTON, Commissaire aux comptes, est présent.

La feuille de présence, certifiée sincère et véritable par les membres du bureau, permet de constater que les actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance, en ce compris les actions auto-détenues, possèdent 678 293 actions sur les 1 195 528 actions composant le capital social, soit le cinquième au moins des actions ayant le droit de vote (soit un total de 239 106 actions) et représentant 678 293 actions ayant droits de vote.

En conséquence, l'Assemblée est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

Monsieur le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des actionnaires :

- les statuts de la Société,
- la feuille de présence,
- les pouvoirs des actionnaires représentés par des mandataires ainsi que les formulaires de vote par correspondance, les cartes d'admission,
- le justificatif du Bulletin des Annonces Légales Obligatoires, numéro 1900279 du 18 février 2019, l'additif publié dans le numéro 1900338 en date du 22 février 2019 et le rectificatif publié dans le numéro 1900407 du 1<sup>er</sup> mars 2019,
- le justificatif du journal d'annonces légales "Les Affiches de Grenoble et du Dauphiné", du 15 février 2019, et le rectificatif publié le 1<sup>er</sup> mars 2019.
- les copies des lettres de convocation,
- l'inventaire des valeurs actives et passives de la Société, le bilan, le compte de résultat et l'annexe de l'exercice clos le 30 septembre 2018,
- le rapport de gestion du Directoire,
- le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2018 ;
- le rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions et engagements autorisés en application des dispositions des articles L. 225-86 et suivants du Code de Commerce ;
- le rapport du Conseil de Surveillance sur le gouvernement d'entreprise, conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce ;
- le rapport du Commissaire aux comptes portant observations sur le rapport du Président du Conseil de Surveillance pour celles des procédures de contrôle interne et de gestion des risques qui sont relatives à l'élaboration et au traitement des informations comptables et financières, conformément à l'article L. 225-235 du Code de commerce ;
- le rapport du Directoire incluant le descriptif du programme de rachat d'actions, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce ;
- le tableau des résultats financiers des cinq derniers exercices,
- les rapports du Commissaire aux comptes,
- le texte des résolutions proposées à l'Assemblée.

Puis le Président déclare que tous les documents et renseignements prévus par la loi et les règlements, devant être communiqués aux actionnaires, ont été tenus à leur disposition, au siège social, à compter de la convocation de l'Assemblée, et

que la Société a fait droit, dans les conditions légales, aux demandes de communication dont elle a été saisie.

Il précise, en outre, que la liste des conventions et engagements visés aux articles L. 225-90-1, L. 225-86 ou L. 225-79-1 du Code de commerce, a été communiquée au Commissaire aux comptes.

Il signale, en outre, que tous les documents soumis à l'Assemblée ont été communiqués au Comité d'Entreprise qui n'a présenté aucune observation à la suite de cette communication.

L'Assemblée lui donne acte de ces déclarations.

Le Président rappelle ensuite que l'Assemblée est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

### **ORDRE DU JOUR**

- Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2018 ;
- Rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions et engagements autorisés en application des dispositions des articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce ;
- Rapport du Conseil de Surveillance sur le Gouvernement d'entreprise, conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce ;
- Rapport du Commissaire aux comptes portant observations sur le rapport du Conseil de Surveillance, conformément à l'article L. 225-235 du Code de commerce ;
- Rapport du Directoire incluant le descriptif du programme de rachat d'actions, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce ;
- Examen et approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2018 et du rapport de gestion ;
- Quitus aux Membres du Conseil de Surveillance et du Directoire ;
- Examen et approbation des conventions et engagements autorisés en application des dispositions des articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce ;
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2018 ;
- Fixation des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de Surveillance ;
- Autorisation à donner au Directoire, à l'effet d'acheter, conformément aux dispositions légales, des actions de la Société ;
- Politique de rémunération du Président du Directoire, Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute natures attribuables au Président du Directoire ;
- Approbation des rémunérations et avantages de toute natures versées au Président du Directoire au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018, en application des dispositions de l'article L225-100 du Code de Commerce.
- Politique de rémunération du Directeur Général, Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général ;

- Approbation des rémunérations et avantages de toute nature versées au Directeur Général au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018, en application des dispositions de l'article L225-100 du Code de Commerce
- Politique de rémunération du Président du Conseil de Surveillance, Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil de Surveillance ;
- Approbation des rémunérations et avantages de toute nature versées au Président du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018, en application des dispositions de l'article L225-100 du Code de Commerce ;
- Politique de rémunération des membres du Directoire, Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux membres du Directoire ;
- Approbation des rémunérations et avantages de toute nature versées aux membres du Directoire au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018, en application des dispositions de l'article L225-100 du Code de Commerce ;
- Politique de rémunération des membres du Conseil de Surveillance, Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux membres du Conseil de Surveillance ;
- Fin du mandat des membres du Conseil de Surveillance, à l'exception de Madame Marie-Paule ROC, proposition de renouvellement desdits mandats ;
- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales.

Puis Monsieur le Président présente les rapports suivants, savoir :

- le rapport de gestion établi par le Directoire,
- le rapport spécial du Directoire visé aux articles L. 225-209 et L. 225-211 du Code de commerce,
- le rapport afférent aux observations du Conseil de Surveillance,
- ainsi que le rapport du Conseil de surveillance sur le gouvernement d'entreprise.

La parole est ensuite donnée au Commissaire aux comptes, pour la lecture de ses rapports.

Cette lecture terminée, Monsieur le Président ouvre la discussion.

## **Réponses aux questions orales – Résumé**

Plusieurs questions sont posées concernant l'activité parkings.

Le Président ainsi que les membres du Directoire précisent que la Société a développé son activité de parking au cours de l'exercice et que de nouveaux contrats ont été signés en France.

La structure commerciale propre aux parkings sera par ailleurs développée.

Un site internet dédié a déjà été mis en place.

Des questions abordent ensuite les développements technologiques mis en œuvre par la Société.

Il est répondu que les développements techniques ont été poursuivis dans le domaine du télépéage péage flux libre.

Actuellement, deux systèmes free flow ont été livrés et installés par GEA en France.

La Société s'oriente également vers les systèmes de télépéage satellitaires en s'appuyant sur un partenaire spécialiste de cette technologie.

Suite à une question il est confirmé que la Société entend maintenir son choix de distribution prudente des résultats pour, d'une part, faire face aux éventuelles difficultés liées aux fluctuations de l'activité et permettre, d'autre part, une démarche technique et commerciale audacieuse.

Une question concernant la baisse de l'effectif permet de préciser que la Société n'a pas subi de modification fondamentale de ses équipes et que le turnover est faible. Les départs qui sont intervenus au cours de l'exercice concernent des personnels de production et sont liés à des départs en retraite.

Suite à une question concernant les placements effectués par la Société il est précisé que la Société ne souhaite pas réaliser des placements à risque et entend utiliser la trésorerie principalement pour développer son activité.

Le Directeur général précise qu'une politique de rachat d'actions propres a par ailleurs été menée en décembre 2018.

## **PREMIERE RESOLUTION**

*(Approbation des comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2018 et quitus aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance).*

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance des rapports du Directoire et du Commissaire aux comptes ainsi que des observations du Conseil de Surveillance, approuve, tels qu'ils lui ont été présentés, les comptes annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2018, faisant apparaître un bénéfice de 6 031 305,42 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

Elle approuve, en particulier, le montant des dépenses non déductibles de l'impôt sur les sociétés, visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts, qui s'élèvent à 31 933 euros.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne aux membres du Directoire et du Conseil de Surveillance quitus entier et sans réserve de l'exécution de leur mandat pour ledit exercice.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par, savoir :

- vote pour : 1 407 224 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 0 voix.

\*\*\*

Le bureau de l'Assemblée constate ensuite que pour l'approbation des conventions entrant dans le champ d'application de l'article L.225-86 du Code de commerce, le quorum atteint par l'Assemblée est de plus du cinquième des actions ayant le droit de vote.

L'Assemblée peut en conséquence délibérer sur l'approbation de ces conventions :

## **DEUXIEME RESOLUTION**

*(Approbation des conventions et engagements réglementés).*

L'Assemblée Générale approuve la nature et la consistance des conventions et engagements entrant dans le champ d'application des dispositions des articles L.225-86 et suivants du Code de Commerce, tels qu'ils apparaissent à la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes.

Cette approbation, soumise à un vote distinct auquel n'ont pris part que les actionnaires non intéressés- les actionnaires concernés s'étant successivement abstenus de prendre part au vote et leurs actions, ainsi que celles de leurs mandants, n'ayant pas été prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité - est donnée par, savoir :

**- Pour la première convention :**

*(Poursuite par la société SZ CONSULTING, dont Monsieur Serge ZASLAVOGLU est le gérant, des prestations de services inhérentes aux missions qui lui sont confiées par la Société.)*

*(Monsieur Serge ZASLAVOGLU ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 445 597 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

**- Pour la deuxième convention :**

*(Poursuite du bail commercial consenti à la Société GEA par la société « KALISTE », portant sur des locaux situés à Meylan (section cadastre AZ n° 130))*

*(Monsieur Serge ZASLAVOGLU, associé de la société « KALISTE » ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 445 597 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

*(Monsieur Grigori ZASLAVOGLU, associé de la société « KALISTE » ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 1 310 019 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

*(Monsieur Alexis ZASLAVOGLU, associé de la société « KALISTE » ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 1 319 819 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

**- Pour la troisième convention :**

*(Poursuite du bail commercial consenti à la Société GEA, par la société « SCI SANTA-CRUZ », portant sur des locaux situés à Meylan)*

*(Monsieur Serge ZASLAVOGLU, propriétaire de l'usufruit de la totalité des parts de la « SCI SANTA CRUZ » ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 445 597 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

**- Pour la quatrième convention :**

*(Poursuite du bail commercial consenti à la Société GEA par la société « SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE CANASTEL », portant sur des locaux situés à Meylan)*

*(Monsieur Serge ZASLAVOGLU, associé de la société « SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE CANASTEL » ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 445 597 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

*(Madame Jeanine ZASLAVOGLU, associée de la « SOCIETE CIVILE IMMOBILIERE DE CANASTEL » ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 728 222 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

**- Pour la cinquième convention :**

*(Poursuite du bail commercial consenti à la société GEA par la société « KALISTE », portant sur des locaux situés à Meylan (section cadastre AZ n° 127))*

*(Monsieur Serge ZASLAVOGLU, associé de la société « KALISTE » ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 445 597 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

*(Monsieur Grigori ZASLAVOGLU, associé de la société « KALISTE » ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 1 310 019 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

*(Monsieur Alexis ZASLAVOGLU, associé de la société « KALISTE » ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 1 319 819 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

**- Pour la sixième convention :**

*(Poursuite du bail commercial consenti à la société GEA, par la société « EPSILON », portant sur des locaux situés à Meylan)*

*(Monsieur Serge ZASLAVOGLU, associé de la société « EPSILON » ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 445 597 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

*(Monsieur Grigori ZASLAVOGLU, associé de la société « EPSILON » ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 1 310 019 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

*(Monsieur Alexis ZASLAVOGLOU, associé de la société « EPSILON » ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 1 319 819 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

**- Pour la septième convention :**

*(Rémunération du compte courant de Monsieur Serge ZASLAVOGLOU)*

*(Monsieur Serge ZASLAVOGLOU ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 445 597 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

**- Pour la huitième convention :**

*(Utilisation à titre personnel, par Monsieur Alexis ZASLAVOGLOU, Président du Directoire, de véhicules de la société, à titre d'avantage en nature, dans la limite de 5 000 kilomètres par an.)*

*(Monsieur Alexis ZASLAVOGLOU ne prenant pas part au vote)*

- vote pour : 1 319 819 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

**TROISIEME RESOLUTION**

*(Affectation du résultat et fixation des dividendes).*

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide :  
d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2018, s'élevant à la somme

de : ..... 6 031 305,42 €  
auquel est ajoutée la somme de ..... 1961,40 €  
figurant au compte « Report à nouveau » correspondant aux dividendes non versés (actions détenues par la Société elle-même),  
soit au total..... 6 033 266,82 €  
de la manière suivante :

- Une somme de .....2 510 608,80 €  
est distribuée aux actionnaires à titre de dividende, étant précisé que dans l'hypothèse où, lors de la mise en paiement, la Société détiendrait certaines de ses propres actions, le bénéfice correspondant aux dividendes non versés à raison de ces actions sera affecté au compte "Report à nouveau".

- Le solde, soit ..... 3 522 658,02 €  
est viré à la réserve ordinaire.

Le dividende revenant à chaque action sera ainsi fixé à ..... 2,10 €

Ce dividende, sur lequel il sera effectué les prélèvements sociaux de 17,2 % (CSG, CRDS, prélèvement de solidarité, prélèvement social et contribution additionnelle à ce prélèvement) sera payé par la société CACEIS Corporate Trust – 14 rue Rouget de Lisle – 92 130 Issy-Les-Moulineaux, à compter du jour de l'Assemblée Générale.

Depuis le 1er janvier 2018, les dividendes perçus par des personnes physiques fiscalement domiciliées en France sont soumis :

- à une imposition à l'impôt sur le revenu à un taux forfaitaire unique ou, sur option du contribuable, à une imposition selon le barème progressif de l'impôt sur le revenu d'une part,
- aux prélèvements sociaux d'autre part.

#### 1°) L'impôt sur le revenu

L'imposition des dividendes se fait en deux temps :

- Le prélèvement forfaitaire non libératoire :

Tout d'abord, et sous réserve des règles particulières applicables notamment aux revenus afférents à des titres inscrits dans un PEA, le dividende sera soumis, l'année de son versement, à un prélèvement à la source forfaitaire non libératoire de 12,8 %. Ce taux est appliqué sur la base du montant brut du dividende (avant application de tout abattement et déduction des frais et charges de toute nature) (art. 117 quater, I-1 et 125 A, III bis du Code Général des Impôts).

Considéré comme un acompte d'impôt sur le revenu, ce prélèvement est imputable sur l'impôt dû au titre de l'année au cours de laquelle il a été opéré, l'excédent éventuel étant restituable.

La Société opère le prélèvement forfaitaire et procède à la déclaration et au paiement de celui-ci.

Les actionnaires dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 € (pour les contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 € (pour les contribuables soumis à imposition commune) peuvent demander à être dispensés de ce prélèvement (art. 117 quater, I-1 du Code Général des Impôts).

Le cas échéant, et au plus tard le 30 novembre de l'année précédant celle du versement, l'actionnaire formule sa demande de dispense, en produisant à la Société une attestation sur l'honneur dans laquelle il indique que son revenu fiscal de référence figurant sur l'avis d'imposition établi au titre des revenus de l'avant-dernière année précédant le paiement est inférieur selon le cas à 50 000 € ou 75 000 € (art. 242 quater du Code Général des Impôts).

• L'application du taux forfaitaire unique ou du barème progressif de l'impôt sur le revenu :

Entre les mains de l'actionnaire, c'est l'année suivant celle du versement que l'imposition définitive intervient : sous réserve à nouveau des règles particulières applicables notamment aux titres inscrits dans un PEA, le dividende brut sera soumis à l'impôt sur le revenu au taux forfaitaire unique de 12,8 %, ou, sur option expresse et irrévocable, au barème progressif de l'impôt sur le revenu (art. 200 A, 2 du Code Général des Impôts).

Le cas échéant, l'option est exercée chaque année lors du dépôt de la déclaration de revenus et au plus tard avant la date limite de déclaration. Elle est par ailleurs globale et porte sur l'ensemble des revenus (dividendes, intérêts...), gains (plus-values de cession de droits sociaux), profits et créances, réalisés au cours de l'année considérée et entrant dans le champ d'application du prélèvement forfaitaire unique.

En cas d'exercice de cette option, les dividendes sont pris en compte dans le revenu global pour leur montant net après application d'un abattement de 40 % et déduction des dépenses engagées pour l'acquisition ou la conservation des revenus (art. 13, 2 et 158, 3-1° du Code Général des Impôts).

• La contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (art. 223 sexies du Code Général des Impôts)

Les contribuables dont le revenu fiscal de référence excède un certain seuil sont soumis, en sus de l'impôt sur le revenu, à la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus (CEHR).

Cette contribution est assise sur le revenu fiscal de référence du foyer fiscal de l'année d'imposition, lequel s'entend du revenu net imposable majoré, le cas échéant, du montant de certaines sommes, revenus ou abattements, étant précisé que les revenus exceptionnels ou différés sont pris en compte sans qu'il soit fait application du système du quotient.

Cette contribution est calculée en appliquant un taux de :

- 3 % à la fraction du revenu fiscal de référence supérieure à 250.000 € et inférieure ou égale à 500.000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et supérieure à 500.000 € et inférieure ou égale à 1.000.000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune ;

4 % à la fraction du revenu fiscal de référence supérieure à 500.000 € pour les contribuables célibataires, veufs, séparés ou divorcés et supérieure à 1.000.000 € pour les contribuables soumis à une imposition commune.

## **2°) Les prélèvements sociaux**

Les revenus distribués à compter du 1er janvier 2018 sont soumis aux prélèvements sociaux au taux de 17,2 %.

De la même manière que le prélèvement forfaitaire non libératoire, ces prélèvements sociaux sont calculés sur le montant brut du dividende, précomptés et versés au Trésor, par la Société.

Le montant net versé par la Société à l'actionnaire personne physique correspond donc au montant brut du dividende, diminué du prélèvement forfaitaire non libératoire d'impôt sur le revenu (12,8 %) et des prélèvements sociaux (17,2 %).

L'Assemblée Générale prend acte de ce que les sommes distribuées à titre de dividendes, au titre des trois précédents exercices, ont été les suivantes :

<b>Exercices</b>	<b>Revenus éligibles à l'abattement</b>		<b>Revenus non éligibles à l'abattement</b>
	<b>Dividendes</b>	<b>Autres revenus distribués</b>	
2014/2015	2 510 608,80 €	/	/
2015/2016	2 510 608,80 €	/	/
2016/2017	2 510 608,80 €	/	/

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par, savoir :

- vote pour : 1 407 224 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 0 voix.

### **QUATRIEME RESOLUTION**

*(Fixation des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de Surveillance).*

L'Assemblée Générale fixe à la somme de TRENTE QUATRE MILLE euros (34 000 euros), le montant global annuel des jetons de présence alloués aux membres du Conseil de Surveillance. Cette décision, applicable à l'exercice en cours, sera maintenue jusqu'à décision contraire.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par, savoir :

- vote pour : 1 407 224 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 0 voix.

## **CINQUIEME RESOLUTION**

*(Autorisation donnée au Directoire*

*en vue de permettre à la Société d'intervenir sur ses propres actions).*

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Directoire, du rapport spécial du Directoire visé à l'article L.225-209 alinéa 2 du Code de Commerce et du descriptif du programme de rachat d'actions prévu à l'article 241-2 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers présenté par le Directoire, autorise le Directoire à acheter des actions de la Société, dans la limite de 10 % du capital social, par tous moyens y compris l'acquisition de blocs de titres et à l'exception de l'utilisation de produits dérivés en vue notamment, par ordre de priorité décroissante :

- de régulariser le cours de bourse de l'action de la Société dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec un prestataire de services d'investissements intervenant en toute indépendance et géré conformément à la charte de déontologie de l'AMAFI du 23 septembre 2008 approuvée par l'AMF le 1<sup>er</sup> octobre 2008,
- de la remise d'actions à titre de paiement ou d'échange dans le cadre d'opérations de croissance externe et/ou d'annulation des actions, les actions ainsi acquises l'étant dans le cadre d'un mandat confié à un prestataire de services d'investissements intervenant en toute indépendance conformément à la charte de déontologie de l'AMAFI du 23 septembre 2008 approuvée par l'AMF le 1<sup>er</sup> octobre 2008

Elle fixe à 120 euros le prix maximum d'achat desdites actions.

Les actions ainsi acquises pourront être conservées cédées ou transférées.

Elle prend acte que les actionnaires seront informés, dans le cadre de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire Annuelle, de l'affectation précise des actions acquises conformément aux objectifs poursuivis pour l'ensemble des rachats effectués.

L'Assemblée Générale autorise le Directoire à déléguer à son Président, avec faculté de subdélégation, les pouvoirs qui viennent de lui être conférés aux termes de la présente résolution, pour passer tous ordres en bourse, conclure tous accords et effectuer toutes formalités ou déclarations auprès de tous organismes.

Elle confère, en outre, tous pouvoirs au Directoire à l'effet d'informer le Comité d'Entreprise, conformément aux dispositions de l'article L.225-209 alinéa 1 du Code de Commerce.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par, savoir :

- vote pour : 1 336 029 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 195 voix.

## **SIXIEME RESOLUTION**

*(Politique de rémunération du Président du Directoire, Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Directoire).*

L'Assemblée Générale, en application de l'article L.225-82-2 du Code de commerce, prend connaissance des principes et critères applicables à la détermination, à la répartition et à l'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Directoire en raison de l'exercice de son contrat de travail et de son mandat au titre de l'exercice en cours et constituant la politique de rémunération le concernant tels qu'exposés ci-après :

Cette rémunération comporte une partie fixe annuelle brute incluant salaire, congés payés et prime d'ancienneté au titre du contrat de travail.

S'ajoute à ce premier élément une rémunération variable au titre du contrat de travail selon le niveau d'activité de la Société basée sur le niveau du chiffre d'affaires facturé.

Une rémunération fixe annuelle de 40 000 euros est par ailleurs versée au titre de son mandat social de Président du Directoire à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018.

Le Président du Directoire a également droit au remboursement de ses frais professionnels.

Il bénéficie enfin à titre d'avantage en nature d'un droit d'utilisation à titre personnel de l'avion de la Société dans la limite de 30 heures par an.

L'ensemble de ces rémunérations sont décrites dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

L'Assemblée Générale approuve les principes et critères applicables à la détermination, à la répartition et à l'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Directoire en raison de l'exercice de son contrat de travail et de son mandat pour l'exercice en cours.

En application de l'article L.225-100 du Code de commerce, le versement des éléments de rémunération variables et exceptionnels attribué par la mise en œuvre de ces principes et critères sera soumis à l'approbation des actionnaires lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par, savoir :

- vote pour : 1 336 019 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

### **SEPTIEME RESOLUTION**

*(Approbation des rémunérations et avantages de toute natures versées au Président du Directoire au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018, en application des dispositions de l'article L225-100 du Code de Commerce)*

L'Assemblée Générale, en application de l'article L.225-100 du Code de commerce, prend connaissance des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au Président du Directoire au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018.

Cette rémunération se compose des éléments suivants :

Nature de la rémunération	Montant total dû
Rémunération fixe annuelle brute, congés payés et prime d'ancienneté au titre du contrat de travail	102 438,80 €
Rémunération variable au titre du contrat de travail selon le niveau d'activité de la société	82 637,52 €
Rémunération variable selon le résultat d'exploitation au titre du mandat social (Président du Directoire)	40 000 €
Remboursement de frais	47 287,98 €
Avantage en nature (utilisation à titre personnel de l'avion de la société)	13 067 €
Avantages spécifiques à raison de la cessation ou du changement de fonction (rémunérations différées, indemnités de départ et engagements de retraite, licenciement sans cause réelle et sérieuse ou perte d'emploi en raison d'une offre publique)	Néant
<b>TOTAL</b>	<b>285 431,30 €</b>

L'Assemblée Générale approuve l'ensemble de ces éléments de rémunération et avantages de toute nature, et autorise expressément le versement des éléments variables et exceptionnels composant la rémunération totale du Président du Directoire.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par, savoir :

- vote pour : 1 349 219 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 58 005 voix.

### **HUITIEME RESOLUTION**

*(Politique de rémunération du Directeur Général, Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général).*

L'Assemblée Générale, en application de l'article L.225-82-2 du Code de commerce, prend connaissance des principes et critères applicables à la détermination, à la répartition et à l'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général en raison de l'exercice de son contrat de travail et de son

mandat au titre de l'exercice en cours et constituant la politique de rémunération le concernant tels qu'exposés ci-après :

Cette rémunération comporte une partie fixe annuelle brute incluant salaire, congés payés et prime d'ancienneté au titre du contrat de travail.

S'ajoute à ce premier élément une rémunération variable au titre du contrat de travail selon le niveau d'activité de la Société basée sur le niveau du chiffre d'affaires facturé.

Une rémunération fixe annuelle de 40 000 euros est par ailleurs versée au titre de son mandat social de Directeur Général à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2018.

Le Directeur général a également droit au remboursement de ses frais professionnels.

Il bénéficie enfin à titre d'avantage en nature d'un droit d'utilisation à titre personnel de l'avion de la Société dans la limite de 30 heures par an.

L'ensemble de ces rémunérations sont décrites dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

L'Assemblée Générale approuve les principes et critères applicables à la détermination, à la répartition et à l'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Directeur Général en raison de l'exercice de son contrat de travail et de son mandat pour l'exercice en cours.

En application de l'article L.225-100 du Code de commerce, le versement des éléments de rémunération variables et exceptionnels attribué par la mise en œuvre de ces principes et critères sera soumis à l'approbation des actionnaires lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par, savoir :

- vote pour : 1 336 019 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

#### **NEUVIEME RESOLUTION**

*(Approbation des rémunérations et avantages de toute nature versées au Directeur Général au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018, en application des dispositions de l'article L225-100 du Code de Commerce)*

L'Assemblée Générale, en application de l'article L.225-100 du Code de commerce, prend connaissance des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au Directeur Général au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018.

Cette rémunération se compose des éléments suivants :

Nature de la rémunération	Montant total dû
Rémunération fixe annuelle brute, congés payés et prime d'ancienneté au titre du contrat de travail	82 146 €
Rémunération variable au titre du contrat de travail selon le niveau d'activité de la société	20 659,34 €
Rémunération variable selon le résultat d'exploitation au titre du mandat social (Directeur général)	40 000 €
Remboursement de frais	310,20 €
Avantage en nature (utilisation à titre personnel de l'avion de la société)	12 958 €
Avantages spécifiques à raison de la cessation ou du changement de fonction (rémunérations différées, indemnités de départ et engagements de retraite, licenciement sans cause réelle et sérieuse ou perte d'emploi en raison d'une offre publique)	Néant
<b>TOTAL</b>	<b>156 073,54 €</b>

L'Assemblée Générale approuve l'ensemble de ces éléments de rémunération et avantages de toute nature, et autorise expressément le versement des éléments variables et exceptionnels composant la rémunération totale du Directeur Général.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par, savoir :

- vote pour : 1 349 219 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 58 005 voix.

#### **DIXIEME RESOLUTION**

*(Politique de rémunération du Président du Conseil de Surveillance, Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil de Surveillance).*

L'Assemblée Générale, en application de l'article L.225-82-2 du Code de commerce, prend connaissance des principes et critères applicables à la détermination, à la répartition et à l'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil de surveillance en raison de l'exercice de son mandat au titre de l'exercice en cours et constituant la politique de rémunération le concernant tels qu'exposés ci-après :

Le Président du Conseil de Surveillance perçoit une rétribution de 100 000 euros par an au titre de son mandat de Président du Conseil de Surveillance ainsi que des jetons de présence à hauteur de 10 000 euros par an.

Il a droit par ailleurs au remboursement sur justificatifs des frais engagés par lui dans l'intérêt de la Société.

Le Président du Conseil de Surveillance, dans la limite maximum de 90 000 euros par an, réalise enfin des missions d'assistance auprès du Directoire.

L'ensemble de ces rémunérations sont décrites dans le rapport sur le gouvernement d'entreprise.

L'Assemblée Générale approuve les principes et critères applicables à la détermination, à la répartition et à l'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables au Président du Conseil de Surveillance en raison de l'exercice de son mandat pour l'exercice en cours.

En application de l'article L.225-100 du Code de commerce, le versement des éléments de rémunération variables et exceptionnels attribué par la mise en œuvre de ces principes et critères sera soumis à l'approbation des actionnaires lors de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire Annuelle.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par, savoir :

- vote pour : 1 336 040 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 184 voix.

#### **ONZIEME RESOLUTION**

*(Approbation des rémunérations et avantages de toute nature versées au Président du Conseil de Surveillance au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018, en application des dispositions de l'article L225-100 du Code de Commerce)*

L'Assemblée Générale, en application de l'article L.225-100 du Code de commerce, prend connaissance des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués au Président du Conseil de surveillance au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018.

Cette rémunération se compose des éléments suivants :

Nature de la rémunération	Montant total dû
Rétribution en tant que Président du Conseil de Surveillance	100 000 €
Jetons de présence	10 000 €
Remboursement de frais	795,10
Avantage en nature	néant
Rétribution de missions spécifiques	90 000 €
<b>TOTAL</b>	<b>200 795,10 €</b>

L'Assemblée Générale approuve l'ensemble de ces éléments de rémunération et avantages de toute nature, et autorise expressément le versement des éléments variables et exceptionnels composant la rémunération totale du Président du Conseil de Surveillance.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par, savoir :

- vote pour : 1 394 014 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 13 210 voix.

#### **DOUZIEME RESOLUTION**

*(Politique de rémunération des membres du Directoire, Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux membres du Directoire).*

L'Assemblée Générale, en application de l'article L.225-82-2 du Code de commerce, prend connaissance des principes et critères applicables à la détermination, à la répartition et à l'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux membres du Directoire en raison de l'exercice de leur mandat au titre de l'exercice en cours et constituant la politique de rémunération les concernant.

L'Assemblée Générale prend acte que les seuls membres du Directoire sont :

- Monsieur Serge Alexis ZASLAVOGLU, également Président du Directoire de la Société, dont les principes et critères de rémunération ont été détaillés au sein de la sixième résolution ci-avant ;
- Monsieur Grigori ZASLAVOGLU, également Directeur Général de la Société, dont les principes et critères de rémunération ont été détaillés au sein de la huitième résolution ci-avant.

Ceux-ci ne touchent aucune rémunération au titre de leur mandat de membre du Directoire pour l'exercice en cours.

En conséquence, l'Assemblée Générale constate que la politique de rémunération de chacun des membres du Directoire a été détaillée ci-avant et a fait l'objet d'un vote des Actionnaires.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par, savoir :

- vote pour : 1 336 019 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

#### **TREIZIEME RESOLUTION**

*(Approbation des rémunérations et avantages de toute nature versées aux membres du Directoire au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018, en application des dispositions de l'article L225-100 du Code de Commerce)*

L'Assemblée Générale, en application de l'article L.225-100 du Code de commerce, prend connaissance des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la

rémunération totale et les avantages de toute nature versés ou attribués aux membres du Directoire au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018.

L'Assemblée Générale prend acte que les seuls membres du Directoire sont :

- Monsieur Serge Alexis ZASLAVOGLU, également Président du Directoire de la Société, dont les éléments de rémunérations versés au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 ont été détaillés au sein de la septième résolution ci-avant ;
- Monsieur Grigori ZASLAVOGLU, également Directeur Général de la Société, dont les éléments de rémunérations versés au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 ont été détaillés au sein de la neuvième résolution ci-avant.

Ceux-ci n'ont touché aucune rémunération au titre de leur mandat de membre du Directoire pour l'exercice clos le 30 septembre 2018.

En conséquence, l'Assemblée Générale constate que la rémunération de chacun des membres du Directoire au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2018 a été détaillée ci-avant et a déjà fait l'objet d'un vote des Actionnaires.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par, savoir :

- vote pour : 1 336 019 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 71 205 voix.

#### **QUATORZIEME RESOLUTION**

*(Politique de rémunération des membres du Conseil de Surveillance, Approbation des principes et critères de détermination, de répartition et d'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux membres du Conseil de Surveillance)*

L'Assemblée Générale, en application de l'article L.225-82-2 du Code de commerce, prend connaissance des principes et critères applicables à la détermination, à la répartition et à l'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux membres du Conseil de Surveillance en raison de l'exercice de leurs mandats au titre de l'exercice en cours et constituant la politique de rémunération les concernant.

Cette rémunération est composée de jetons de présence pour un montant fixe global de 34 000 euros que le Conseil répartit entre ses membres.

Ce montant a été déterminé par le Conseil de Surveillance en s'appuyant sur les travaux d'un de ses membres missionné à cet effet et sur l'avis et l'expertise des cabinets extérieurs indépendants spécialisés Boyden et Hewitt.

L'Assemblée Générale approuve les principes et critères applicables à la

détermination, à la répartition et à l'attribution des éléments fixes, variables et exceptionnels composant la rémunération totale et les avantages de toute nature attribuables aux membres du Conseil de surveillance en raison de l'exercice de leur mandat pour l'exercice en cours.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée par, savoir :

- vote pour : 1 407 214 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 10 voix.

#### **QUINZIEME RESOLUTION**

*( Fin du mandat des membres du Conseil de Surveillance, à l'exception de Madame Marie-Paule ROC, proposition de renouvellement desdits mandats)*

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, constate que les mandats de membre du Conseil de Surveillance de Monsieur Serge ZASLAVOGLU, Madame Jeanine ZASLAVOGLU, Monsieur Pierre GUILLERAND, et Monsieur Louis-Michel ANGUE, arrivent à expiration à issue de la présente Assemblée Générale, et décide de renouveler lesdits mandats, pour une durée de six années, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle à tenir dans l'année 2025 et appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2024.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par, savoir :

- vote pour : 1 349 219 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 58 005 voix.

#### **SEIZIEME RESOLUTION**

*(Pouvoirs pour formalités).*

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au porteur de copies ou extraits certifiés conformes du procès-verbal des délibérations de la présente assemblée à l'effet d'accomplir toutes formalités qu'il appartiendra.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité par, savoir :

- vote pour : 1 407 224 voix ;
- abstention : 0 voix ;
- vote contre : 0 voix.

## **CLOTURE**

L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par les Membres du bureau.

Le Président :

Monsieur Serge ZASLAVOGLU

Les scrutateurs :

Monsieur Grigori ZASLAVOGLU

La société EXIMIUM

Le Secrétaire :

Monsieur Pierre GUILLERAND